

Un nouvel espoir pour Galileo, le 'GPS' européen?

Enfin une bonne nouvelle pour Galileo, le projet de système de géolocalisation made in Europe. Les Etats-Unis et l'Union européenne se sont mis d'accord sur l'utilisation d'un signal commun par leurs systèmes respectifs de géolocalisation par satellite.

Aux termes de l'accord, les deux systèmes GPS et Galileo utiliseront la même fréquence radio, permettant ainsi aux utilisateurs de combiner les données reçues de part et d'autre. Les deux parties ont ajouté que l'accord protégerait leurs intérêts communs en matière de défense.

Cet accord pourrait permettre à Galileo, toujours à l'état de projet, d'enfin accélérer son lancement. « Ceci devrait faciliter une entrée rapide de Galileo dans les marchés mondiaux au côté du GPS », a déclaré dans un communiqué Matthias Rüte, directeur général pour l'énergie et les transports de la Commission européenne.

Car il faut dire que Galileo repart aujourd'hui de zéro. En 2005, afin de concurrencer le GPS américain désormais ouvert au grand public (avec le succès que l'on sait), un consortium d'industriels (les français Thalès et Alcatel-Lucent, l'espagnol Hispasat, le britannique Inmarsat, les italiens AENA et Finmeccanica, ainsi qu'un conglomérat allemand dirigé par Deutsche Telekom et European Aeronautic, Defence & Space Co) allié au secteur public reçoit le feu vert pour lancer le projet Galileo.

Objectif : un système opérationnel mis en orbite d'ici 2008, objectif ensuite reporté à 2011. Le projet devrait comprendre 30 satellites (contre les 24 du GPS).

Pour l'instant, un seul satellite a été lancé, le deuxième ayant raté son décollage à l'automne 2006.

Mais les difficultés du consortium à former une entité pour chapeauter le projet et à choisir pour celle-ci un directeur général ont bloqué les pourparlers entre les industriels et les responsables de l'UE sur les termes de la concession de vingt ans qui devait leur être accordée pour exploiter Galileo.

Les industriels ont refusé de prendre le moindre risque financier à l'échéance qui avait été fixée au 10 mai dernier par les ministres des Transports des Vingt-Sept.

Face à ces blocages, la Commission européenne a annoncé en mai son intention de retirer le contrat de construction au consortium d'entreprises auquel elle l'a attribué, au profit d'un financement **intégralement public**.

« On ne peut pas continuer à suivre le scénario qui avait été précédemment imaginé d'un partenariat public-privé », a déclaré le commissaire aux Transports Jacques Barrot. « Le secteur public prendra en charge la mise en place de la constellation complète, soit 30 satellites et les éléments au sol », a-t-il ajouté.

Les 27 vont reprendre la gestion du projet Galileo, initialement conçu comme un partenariat public-privé, et assumer le budget estimé à 3,4 milliards d'euros.

Un nouvel appel d'offres auprès d'entreprises candidates suivra, mais une fois seulement que les satellites du réseau Galileo auront été construits et placés en orbite.

La supervision du projet serait alors confiée à l'Agence spatiale européenne. Les entreprises du consortium seraient toujours impliquées dans la partie technique et technologique mais sans assumer le risque financier.

Le système pourrait ainsi être opérationnel d'ici la fin 2012, selon le projet de proposition que s'est procuré Reuters.

Le GPS américain, moins précis que Galileo, a donc encore de beaux jours devant lui. Le retard européen permettra aux industriels américains de continuer à profiter de l'engouement du grand public pour la géolocalisation et de récolter, seuls, les fruits d'un très juteux marché. D'autant plus que GPS doit être amélioré et que les chinois sont sur le point de lancer leur propre solution.